

PROJET

Déclaration de la Libre Pensée

Bilans et Perspectives

Pour la Laïcité, la Paix, la Liberté et l'Égalité pour tous

Le Comité Général de la Fédération nationale de la Libre Pensée s'est réuni à Paris le 12 septembre 2026, il est composé des représentants des **Fédérations départementales** et des Membres de la **Commission Administrative Nationale**.

Il a examiné la situation et en a tiré les analyses et conclusions suivantes.

Visite du Pape en France : la Laïcité à géométrie variable

Cette visite religieuse, avec la bénédiction d'**Emmanuel Macron**, Président de la **Vème République**, est révélatrice de toute la situation. Une nouvelle fois, la **Laïcité de l'État** va être violée. Des moyens colossaux sur les Fonds publics vont être utilisés pour une activité religieuse au détriment de la *loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État*, qui est fondée sur un principe simple : « *La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte.* »

Rappelons-le : le **Vatican** n'est pas un État qui peut être reçu dans un pays démocratique. S'il l'était, cela serait un **État totalitaire, Théocratique, Bureaucratique**, qui n'a jamais connu la moindre élection démocratique, qui n'a jamais ratifié aucune *Déclaration des Droits de l'Homme*, ni aucune *Convention sociale de l'OIT* (Organisation Internationale du Travail), dans lequel il est interdit d'être syndiqué et d'être non-catholique.

Il n'y existe aucune Organisation démocratique et indépendante. Les Partis et Organisations politiques, fondement de toute **Démocratie pluraliste**, n'y existent pas. C'est une Bureaucratie parasitaire dans laquelle il y a plus de « *Fonctionnaires* » que de Citoyens. En résumé, c'est un « *État* » qui a tous les Droits d'un État, mais aucun de ses Devoirs. Ce n'est donc pas un État !

Des millions d'euros vont être dépensés pour une activité culturelle et religieuse. Ainsi, la Municipalité de Metz, qui va le recevoir pour honorer **Robert Schuman**, l'une des Pères de **l'Europe vaticane**, va attribuer une subvention de 500 000€ pour le recevoir, es-qualité, comme Chef religieux.

Avec sa Fédération de Moselle, la Fédération nationale de la Libre Pensée déclarent à propos de cette visite papiste :

Depuis plusieurs années, **Emmanuel Macron** et les Gouvernements successifs prétendent défendre la « *Laïcité* » lorsqu'il s'agit de stigmatiser une partie de la population, notamment les Citoyens de **Confession musulmane**, au nom de la lutte contre le « *Séparatisme* ». Dans le même temps, lorsqu'il s'agit de l'Église catholique, les Financements publics, les Honneurs officiels et les dérogations aux Principes républicains semblent aller de soi.

Cette situation illustre une nouvelle fois l'anomalie démocratique et la survivance de dispositions d'exception en Alsace-Moselle. Or, en Alsace-Moselle, le **Régime concordataire** maintient encore aujourd'hui le Financement public des cultes reconnus, la rémunération des ministres des Cultes par l'État et un **Statut Clérical d'Exception** contraire à l'Égalité des citoyens devant la loi et à la Liberté de Conscience.

Dans le cadre de la campagne des Élections présidentielles à venir, la **Fédération nationale de la Libre Pensée** adressera aux Candidats onze questions relatives à la Laïcité et à la Liberté de Conscience.

Dans la **Première Question**, il est demandé clairement aux Candidats : « *Ferez-vous le nécessaire pour en finir définitivement avec les Dispositifs séparatistes et communautaristes qui régissent, de manière antilaïque et contraires à la **Liberté de Conscience**, les rapports entre la puissance publique et les Collectivités publiques avec les Églises et religions en Alsace-Moselle, en Guyane et dans certains Territoires d'outre-mer ?* »

La venue du Pape à Metz ne saurait faire oublier cette Exigence Démocratique Fondamentale : une République une et indivisible ne peut durablement accepter des Régimes d'exception en matière religieuse.

La **Libre Pensée** réaffirme donc ses exigences laïques :

Abrogation du Concordat !
Abrogation du Statut clérical d'exception d'Alsace-Moselle !
Application de la loi de 1905 sur tout le Territoire de la République !

La Protection de la Vème République pour régler les dissensions internes de l'Église

C'est un « *État* » religieux en proie à une nouvelle crise interne, qui va être reçu par la **Vème République**. **Emmanuel Macron**, accomplissant ainsi ses devoirs de **Proto-Chanoine d'Honneur de Notre-Dame-du-Latran**, va lui apporter tout son soutien dans ce nouvel avatar du Dogme catholique. Ainsi a-t-il déclaré : « *Nous nous réjouissons que Sa Sainteté le Pape Léon XIV ait confirmé son voyage en France. Cette visite en septembre prochain sera un honneur pour notre pays, une joie pour les Catholiques et un grand moment d'Espérance pour tous* ».

Un nouveau **Schisme** menace, en effet, de se constituer au sein de l'Église catholique dans une situation où elle est affectée d'une crise sans précédent et où elle est au bord de la faillite et de l'effondrement, notamment dû à l'amoncellement des découvertes des Crimes sexuels. On assiste une nouvelle fois à une tragi-comédie au tour d'une partie de **Poker-Menteur**, dont on connaît déjà la fin.

Dans une **Première Manche**, bien résumée par l'Évêque de Périgueux, **Philippe Mousset**, [dans un long communiqué publié le 9 juillet](#) 2026, qui indique : « *Par l'acte grave qui a été posé, ces six Évêques et tous les prêtres de la **Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X** fondée par Mgr Lefebvre se sont donc exclus de la Communion de l'Église catholique, romaine et apostolique. De là vient qu'ils ont été sanctionnés par une peine d'**excommunication** latae sententiae (« tombant d'elle-même »). C'est aussi le cas des Fidèles qui adhèrent formellement à ce schisme.* »

Dans la **Deuxième Manche**, la *Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X*, indique dans un communiqué du 13 juillet 2026, qu'elle a déposé un recours auprès du **Dicastère pour la Doctrine de la Foi** et que « cette démarche, qui constitue le préalable requis avant l'introduction éventuelle d'un Recours hiérarchique, a pour effet de suspendre l'exécution du Décret, conformément au canon 1353 du Code de Droit canonique ». Que dit ce **canon 1353** ? « L'appel ou le recours contre des sentences judiciaires ou des décrets qui infligent ou déclarent une peine ont un effet suspensif. » Ce qui en **Droit canonique** suspend les excommunications.

Toujours dans ce communiqué, la **Fraternité SPX** explique qu'elle « entend exercer le Droit que l'Église reconnaît à toute personne qui s'estime lésée par un acte administratif de demander sa rectification, dans un esprit de respect envers l'autorité ecclésiastique et de fidèle attachement à la justice, à la vérité et au bien de l'Église ». La revue d'extrême-droite **Boulevard Voltaire** commente : « Ainsi, en déposant ce recours, on peut admettre que la **FSSPX** reconnaît l'autorité de l'Église. Ce qui, évidemment, vient quelque peu contrarier tous ceux qui n'ont plus que le mot « schisme » dans la bouche. »

Il y a là effectivement une contradiction absolue : comment proclamer que le **Pape** et la **Curie romaine** ne sont plus catholiques et en même temps, saisir leurs Instances pour contester leurs décisions ? On ne peut être **Catholique** contre Rome (pas plus que l'on pouvait être **Stalinien** contre Moscou du temps de **Staline**) et proclamer que « Rome n'est plus dans Rome ». Tout ce petit monde a ses contradictions insolubles visiblement.

La **Troisième Manche**, ce sont les procédures qui vont durer où personne ne s'y retrouvera vraiment, et petit-à-petit, les « **Intégristes** » retrouveront leurs places en catimini au sein de leur-sainte-Mère-l'Église, au prix de quelques nouvelles palinodies et scènes à grand spectacle pour enfumer tout le *Bas-Peuple-Catholique*, et en se passant la rhubarbe et le séné. Tout cela finira comme cela a commencé.

On a déjà vu le film lors de *l'Affaire Lefèbvre* (voir : on va mettre mon analyse de 1988 sur le site et on mettra le lien ici). Le **Vatican** ne peut se passer des **Intégristes**, au vu de leur nombre et des ordinations de Prêtres qu'ils produisent dans une situation de Crise inéluctable des Vocations, produit de la **Baisse Tendancielle du Taux de Curés**, une véritable Loi d'Airain qui le broie inexorablement. Ce sera la **Quatrième Manche**.

Les **Lefèbvristes** ne sont pas des **Sedevacantistes** qui prônent que le « Trône de Saint-Pierre » est vide (*vacant*) depuis la mort de **Pie XII** et qu'il est occupé par *l'Antéchrist*. Les **Lefèbvristes** cherchent à passer en force pour se tailler un fief, une baronnie au sein de l'Église catholique pour être, comme un moment sous **Jean-Paul II**, une sorte de « *Prélature personnelle du Pape* » n'ayant de comptes à rendre qu'à lui, et surtout pas à l'Épiscopat.

Le **Vatican** joue aussi l'épreuve de force en les prenant au mot pour les faire reculer sur Le Sacre des Évêques, qui ne peut être que l'apanage exclusif du **Vatican**. Personne ne veut la **Rupture** et le **Schisme**, mais chacun à ses conditions. C'est un **Poker-Menteur** où le bluff sert de masse de manœuvre. Mais le **Vatican** n'est plus dans une situation, comme dans les années 1970/1980 où la **Curie romaine** était dans une situation plus forte, cette nouvelle crise accentue l'affaiblissement général de l'Église.

Le Vice au bras du Crime avait déjà dit Chateaubriand

Le **Vatican** ne se contentera pas du soutien macroniste dans cette crise, il entend en réclamer

toujours plus à des gouvernements qui plient le genou devant lui depuis 1958. **Emmanuel Macron** et ses séides n'ont pas ménagé leur peine pour faire échapper le Clergé catholique au Châtiment de ses crimes sexuels. Rien qu'en France, selon le Rapport même de la **Commission Sauvé**, mise en place par l'Église, on dénombre 330 000 victimes des crimes sexuels du **Clergé catholique** (220 000) et de ses « *laïcs* » (110 000).

C'est l'Église catholique, Juge et Partie, Juge et Coupable, qui décide s'il faut donner **Justice et Réparations aux Victimes** et comment. L'**État macroniste**, au nom du **Principe de Subsidiarité**, confie les responsabilités de protection de ses Concitoyens, qui lui incombent, à l'Église qui est coupable et responsable des Crimes et de leur impunité. C'est le Bourreau qui juge la Victime.

Devant ce scandale inadmissible du viol de la Justice, de la **Démocratie** et de l'**Égalité en Droits**, la **Libre Pensée** mène un combat de Justice avec les **Associations de Victimes** pour que les États poursuivent les criminels et obligent le **Vatican** à rendre les Réparations nécessaires. Elle a fait, en commun avec des **Associations de Victimes**, une conférence publique à Lyon (voir la publication qui en est issue – mettre la publication sur le **site FNLP** et mettre ici le lien).

Une **Conférence internationale** sera organisée le 17 février 2028, à Rome, au moment du Rassemblement traditionnel et historique pour célébrer **Giordano Bruno** – autre Victime du Clergé. Ensemble, venues de plusieurs pays, les **Associations de Victimes** et la **Libre Pensée Internationale** demanderont à être reçues au **Vatican** par le **Pape** ou un de ses Représentants dûment mandatés pour aborder toutes ces questions de **Justice et de Réparation**. (Voir **Appel pour la Conférence internationale** – la mettre sur le site et le lien ici quand elle sera finalisée).

La **Dixième Question** que la **Libre Pensée** posera aux Candidats en 2027 est :

« ● Êtes-vous favorable à faire en sorte que le **délai de Prescription pour les Crimes sexuels sur les Mineurs** soit porté à 30 ans à partir de la Connaissance des faits et la Reconnaissance des faits par les Victimes ?

● Ferez-vous abroger les **Protocoles** entre les Diocèse et les Procureurs qui favorisent de fait une Justice ecclésiastique en lieu et place de la Justice des Hommes ?

● Ferez-vous en sorte que le Gouvernement français réponde enfin aux Questions de la **Commission des Droits de l'Enfant de l'ONU** sur la Politique gouvernementale contre les **Crimes sexuels du Clergé** ?

● Vous engagez-vous à tout mettre en œuvre pour que des **Poursuites judiciaires** soient engagées contre toute personne soupçonnée de **Crime sexuels sur Mineur** ? »

Toujours la Main tendue par la Sébile

Beaucoup ont fait des gorges chaudes à propos de la **Première Encyclique** « *Magnifica Humanitas* » du **Pape Léon XIV**. Celui-ci réaffirme dans une longue et besogneuse répétition, quelque peu lassante, qu'il n'y a point de Salut pour le Capitalisme en crise en dehors de la **Doctrine Sociale de l'Église**, qui proclame que se révolter contre l'Oppression du Pouvoir et du Capital, c'est aller contre la **Volonté divine**, puisque c'est lui qui les a établis, comme toute chose ici-bas sur Terre.

Tous les **Totalitaires** intéressés à cette Doctrine qui les arrange, en premier chef **Emmanuel Macron**, fidèle agent de la **Banque**, du **Capital**, de l'**Église** et de l'**Armée** (la fameuse *Alliance du Sabre, du Coffre-Fort et du Goupillon*), ont vu dans cette **Encyclique** ce qui les intéressait en

premier lieu.

Mais la **visite du Pape** va leur désiler les yeux sur trois points importants pour la **Curie romaine**. Elle va leur rappeler le contenu réel de « *Magnifica Humanitas* », où celui-ci défend avec acharnement l'existence - menacée aujourd'hui par tous les scandales de crimes sexuels - de **l'Enseignement privé catholique**, œuvre essentielle de l'Église catholique, proclamée comme « *Terre de Mission pour l'Évangélisation catholique* »

► À ce propos, on peut lire dans cette **Encyclique** : « *l'État n'a pas encore investi les ressources nécessaires pour garantir à tous une éducation de qualité, tant en soutenant de manière adéquate le système scolaire public qu'en soutenant les établissements privés qui offrent ce service fondamental.* » et afin que nul ne l'ignore, il enfonce le clou, il regrette : « *l'absence d'un soutien public adéquat.* » À ses yeux, la **loi Debré** et toutes les lois antilaïques qui la complètent sont loin d'être suffisantes... Toujours plus ! Toujours plus !

L'Opinion Publique Laïque en a assez des détournements de Fonds publics pour les écoles privées, à 95% catholiques. Il faut en finir avec ces atteintes profondes, répétées et maintenues depuis 1958, contre **l'École Publique Laïque**. Une **Résistance**, toujours plus grande, se fait jour contre cette Violation permanente de la Laïcité de l'École publique et de l'État républicain.

C'est pourquoi, la **Fédération nationale de la Libre Pensée** participe activement au **Collectif pour l'École publique**, à l'initiative de la FSU, afin d'**Abroger la loi Debré et les lois antilaïques**, mises en œuvre depuis 1958 par les différents Gouvernements de la **Vème République**. C'est ainsi que la **Libre Pensée** a élaboré un **Plan de sortie du Financement public de l'Enseignement privé** en 6 ans avec deux Propositions de loi pour rendre irréversible **l'Abrogation de la Loi Debré**. (Voir : <https://fnlp.fr/2024/12/pour-en-finir-aVemec-le-financement-public-de-lenseignement-priVeme-2/>)

La **FNLP** encourage les Fédérations, là où c'est possible selon les relations avec les associations et syndicats, à répercuter et enrichir localement les initiatives du **Collectif pour l'École publique** et faire connaître le plus largement possible le **Plan de sortie du Financement public de l'Enseignement privé**

Dans les **Onze questions** qui vont être posées par la **Libre Pensée** aux Candidats aux Élections présidentielles, la **Première** sera: « *Vous prononcez vous pour l'Abrogation de toutes les Lois antilaïques (Debré, Guermeur, Haby, Lang/Cloupet, Rocard, Carle, etc.), dont la Loi Debré, Mère de toutes les lois contre la Laïcité ?* »

Loi des Hommes ou Droit Canon ?

► Le **Pape** va aussi affirmer sa vive Opposition à la loi sur le **Droit de choisir sa Fin de Vie** qui vient d'être votée le 15 juillet 2026. Une grande campagne cléricale a été menée, brandissant les fourches de **l'Excommunication** pour tout catholique qui la soutiendrait. C'est le Temps des **Croisades** et de **l'Inquisition** qui revient.

Le **Vatican** devra s'y résoudre, le choix de décider soi-même de sa Fin de Vie est un **Droit démocratique** qui est en train d'être conquis pour faire respecter la **Liberté de Conscience** de chacun et de tous. Et ce n'est pas parce qu'au **Latran**, on ignore et on bafoue impunément les **Droits de l'Homme et du Citoyen** que nous allons accepter ce Diktat dans le Pays de la **Révolution**

française.

La **Septième Question** que nous poserons aux Candidats aux Présidentielles est : « *Ferez-vous compléter la loi du 15 juillet 2026 en faisant de l'aide médicale à mourir une option pleinement équivalente au suicide assisté et en l'enrichissant de dispositions prévoyant la possibilité pour les personnes de rédiger des directives anticipées relatives à l'une ou l'autre de ces deux modalités ? Comment envisagez-vous de faire strictement respecter de telles directives ?* » Puisque depuis le 15 juillet, il existe une loi, qu'il faudra parfaire, autorisant le **Suicide-assisté et l'Aide médicale à Mourir** pour une **Fin de Vie digne**.

Nul ne peut douter qu'une fois la loi votée le 15 juillet 2026, une âpre lutte va se dérouler, **SOIT** pour aller plus loin dans le respect de la **Liberté de conscience** de chaque individu - c'est le combat de la **Libre Pensée** - **SOIT** pour vider de son contenu réel la loi, c'est le combat de l'Église, des Réactionnaires en tous genres et de l'extrême-droite.

Une porte s'est entrouverte, nous pousserons avec nos Amis de l'**ADMD** pour l'ouvrir encore plus grande, l'**Église** et la **Réaction** pousseront pour la refermer. Et entre les deux, l'**Extrême-Centre** se battra pour que la porte reste à peine entrouverte et que les choses restent en l'état, mais c'est un combat vain. Soit les choses avancent, soit elles reculent. Le « *Juste-Milieu* du « *en Même-Temps* », qui voudrait geler les choses, est perdu d'avance. La loi de la **Lutte des Classes** va opérer pleinement sur ce terrain.

L'Omerta-Macrona au service des Bénéficiaires

► Celle-ci va jouer pleinement pour protéger l'Église de ses turpitudes dans d'autres domaines. L'Église veut que le **Secret de la Confession** soit mis légalement à l'égalité avec les autres **Secrets Professionnels**, définis dans une liste précise.

Elle a obtenu une première victoire lors du premier vote de la loi dite de « **Protection de la Jeunesse** ». Cette loi ~~qui~~ prévoyait explicitement que le **Clergé** ne pourrait plus se protéger derrière cette clause pour ne pas alerter les **Autorités judiciaires** sur les Crimes commis par les **Hommes en Soutane**. Or, sous la pression de l'Église et des Cléricaux de Droite comme de « *Gauche* », cette disposition originelle a été retirée. Mais la bataille, même parlementaire, est loin d'être finie. La défaite de l'Église sur la **loi de Fin de Vie** en est un indicateur.

Dans la **Dixième Question** aux Candidats pour la Présidentielle, la **Libre Pensée** leur demandera explicitement : « *Vous prononcez-vous contre la demande de fait de l'Église catholique de mettre le **Secret de la Confession** dans la Liste « Officielle » pour qu'il soit reconnu à égalité avec tous les autres **Secrets professionnels** définis par la Loi ?* »

► Il est un autre domaine aussi, où l'**Omerta** et la **Complicité** de la **Macronie** s'exercent à plein, c'est celui du non-respect, par l'Église catholique, du **Règlement Général de la Protection des Données** (RGPD). En France, on peut faire effacer toute appartenance passée à une Association, Parti, Syndicat, Obédience maçonnique. C'est le **Principe de la Confidentialité des Données Personnelles**.

Mais une exception existe pour la seule **Église catholique** qui peut garder *ad vitam æternam* l'intégralité des **Données Personnelles** dans les **Registres de Baptême**. Les **Libres Penseurs** n'acceptent pas cette exception ecclésiastique au mépris de la **Loi des Hommes**. Aussi, des **Libres Penseurs** ont demandé l'effacement total des **Données Personnelles** dans les **Registres**

Paroissiaux et ont saisi toutes les Juridictions, à tous les niveaux, pour cela.

Si une première victoire totale a été obtenue en Première Instance, le Jugement a été cassé en Appel. La CNIL et le **Conseil d'État**, saisis par des **Libres Penseurs**, ont soutenu **cette décision inique**. L'Affaire est aujourd'hui pendante devant la **Cour Européenne des Droits de l'Homme**. Le Gouvernement français d'**Emmanuel Macron** est partie prenante du débat juridique. Il a remis un mémoire en reprenant intégralement l'Argumentaire de la **Curie Romaine**. **C'est la Collusion la plus totale, c'est le Cléricalisme triomphant.**

Dans la **Troisième Question** que la **Libre Pensée** posera publiquement aux Candidats, il est indiqué clairement : *« Ferez-vous le nécessaire pour que le **Règlement Général de Protection des Données** (RGPD) soit pleinement appliqué à l'**Église catholique** qui refuse obstinément (aidée en cela par la CNIL et le **Conseil d'État**) de supprimer définitivement toute mention d'appartenance passée et de **Baptême**, comme toutes les autres structures doivent le faire impérativement en Europe ? »*

Tous ces Problèmes évoqués dans cette *Déclaration de la Libre Pensée* se trouvent concentrés dans la Visite du Pape en France

C'est pourquoi la **Fédération Nationale de la Libre Pensée**, de concert avec nos Amis-Compagnons de la **Fédération Anarchiste**, organise une Conférence de Presse Publique, retransmise en visio, au siège de la **Libre Pensée** :

Le Samedi 26 septembre 2026 à 14h30

« À l'occasion de sa présence en France, nous interpellons le Pape sur deux problèmes et nous lui demandons de répondre :

► **Crimes de l'Église** alors que les Victimes de Crimes sexuels se comptent par millions dans le monde (330 000 rien qu'en France). Va-t-il ouvrir toutes les archives pour que la Vérité soit faite ? Et pour que les coupables soient livrés à la **Justice des Hommes** ? Nous organisons **une Conférence internationale** à Rome le 8 février 2028 (pour enjamber les élections nationales en France et en Italie) en commun avec l'**Association Internationale de la Libre Pensée** et de nombreuses **Associations de Victimes** à travers le monde . Nous y demanderons à être reçu par le **Vatican** pour que la Justice et la Réparation soient faites. **Le Pape nous recevra-t-il et agira-t-il en conséquence ?**

Nous ferons cette **Conférence de presse** avec au moins deux **Associations de Victimes** (Lyon et Nantes) et notre Camarade **Libre Penseur** Anglais **Keith Porteous Wood**, Expert auprès de la **Commission des Droits de l'Homme de l'ONU** et ayant présenté plusieurs rapports sur cette question à l'ONU. Ils interviendront dans la **Conférence de presse** pour expliquer leurs actions.

► **Droit de Mourir dans la Dignité**. L'Église est arqueboutée contre l'**Aide au Suicide assisté** et à l'**Euthanasie**. Il est dit dans la presse que le **Pape** interviendra contre la loi nouvellement adoptée du 15 juillet 2026. Nous dirons : le **Droit de choisir sa fin de vie** est un nouveau **Droit de l'Homme** : Bas les *pattes du Vatican* devant la **Liberté de conscience** de chacun de choisir sa vie et sa fin. **Il n'existe aucune autorité supérieure à l'Homme qui peut lui imposer de forcer sa volonté et sa conscience.**

Nous avons demandé à nos **Amis de l'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité (ADMD)** d'être avec nous à cette **Conférence de presse** et d'y intervenir.



Pour s'opposer à la Marche à la Guerre et à la Militarisation de la Société et de l'École

Il apparaît clairement que nous sommes entrés dans une période similaire à celle que les Historiens ont appelée « *La Montée des Périls* » dans les années 1930. Le Système capitalisme est en crise profonde et il veut avoir recours à l'**Économie de Guerre** pour faire perdurer un peu encore le Système et l'accroissement de ses Profits. C'est pourquoi nous assistons à une **Militarisation croissante de la Société et de l'École**.

Comme il est écrit dans le **Cahier N°12 de l'Observatoire social de la Libre Pensée** (téléchargeable sur <https://www.calameo.com/books/003742301c476b551d94b>) :

Romarc Godin de *Médiapart* dans son article *Les illusions et les dangers du keynésianisme militaire* explique en détail que cela ne peut déboucher que sur une impasse qui ne fera qu'aggraver la crise que l'on prétend régler par la **Guerre** : Une **étude du FMI confirme la faiblesse de l'effet des dépenses militaires sur la Croissance**. En revanche, les **Politiques militaristes débouchent souvent sur une forte répression sociale et une fuite en avant belliciste**.

Après avoir essayé et épuisé un grand nombre de tentatives pour faire repartir la croissance et la productivité, les Dirigeants occidentaux ont trouvé une nouvelle martingale pour nous assurer des lendemains heureux : **le Réarmement**. La hausse des dépenses militaires, initialement présentée comme un moyen de défense, est désormais aussi considérée comme un moyen de porter la croissance économique.

Ce « *keynésianisme militaire* » est presque désormais la Doctrine officielle d'un pays comme l'Allemagne, où le gouvernement de « *grande coalition* » dirigé par le Conservateur **Friedrich Merz** ne cache pas que son plan d'investir jusqu'à 150 milliards d'euros d'ici à 2029 dans le **Secteur militaire** doit permettre une reprise de la croissance....

En d'autres termes, **la Croissance produite par le Réarmement ne s'autofinance pas** : elle est coûteuse pour l'État. Le **FMI** estime ainsi que chaque relance militaire coûte en moyenne 2,6 points de **PIB** de déficit supplémentaire et 7 points de **PIB** de dette publique...

Au final, donc, la dépendance de la **Relance militaire** à la demande publique, qui, de fait, est logique dans la mesure où l'acheteur final des armes est l'État, induit deux conséquences majeures. D'abord, cette relance hautement dépendante du flux d'Argent public ne se maintient pas dans le temps une fois ce flux tari.

Ensuite et surtout, le maintien de ce flux vers les dépenses militaires doit, *in fine*, se faire au détriment d'autres dépenses. Puisque l'État perd des ressources par cette relance, il lui faut nécessairement faire des arbitrages en faveur de **l'Armée** et au détriment des dépenses de **Services Publics** ou des **Dépenses Sociales**. C'est le débat classique entre le « *Pain* » et les « *Armes* ».

Immanquablement, ceci conduit à renforcer le pouvoir des Financeurs et donc des **Marchés Financiers** sur les politiques économiques. Or ces politiques économiques sont **des politiques de classe** : elles font porter l'essentiel de l'ajustement sur le Monde du Travail. Il faudra donc s'attendre à ce que l'on exige des peuples des « *sacrifices* » au nom de la Défense régionale ou nationale....

La seule manière d'y échapper est, alors, soit de revenir en arrière, **soit d'utiliser les armes pour avoir accès directement aux ressources par la guerre**.... Il n'y a alors que deux options : la reconversion civile, douloureuse sur le plan social, ou la fuite en avant militariste. La Guerre devient alors l'option la « *plus raisonnable* » : celle qui permet d'entretenir l'Industrie militaire tout en assurant, par la prédation militaire, les ressources nécessaires. C'est ce choix qui sera fait par le **Régime Nazi**, entraînant le monde dans la destruction...

La **Relance Militaire** est donc une idée dangereuse. Non seulement elle n'est pas porteuse sur le plan économique, mais elle fait le lit de la répression sociale et d'une fuite en avant militariste et destructrice. C'est sans doute pour cette raison qu'elle est devenue la politique préférée des dirigeants du **Capitalisme** contemporain. **(R.G)**

\

En résumé, on peut dire que la **Militarisation** ne peut déboucher que sur la **Guerre** et que celle-ci n'aura qu'un seul objectif : une **Guerre de Rapines** pour piller les ressources des pays vaincus. C'est ce que fait déjà, par anticipation de la Guerre généralisée, l'Impérialisme **américain** à travers la politique de **Trump** un peu partout dans le monde.

C'est pourquoi il est hautement réaliste si l'on veut **la Paix** et si l'on refuse **la Guerre** - comme le veulent les **Libres Penseurs** qui sont des **Pacifistes Internationalistes** par nature - d'utiliser tous les moyens pour stopper la **Militarisation de la Société** qui conduit inévitablement à la **Guerre de Destruction** la plus totale.

La **Libre Pensée** participe à tous les niveaux aux initiatives contre **la Militarisation** et contre **la Guerre** qui vient. Accepter le moindre « *compromis* » en ce domaine, c'est participer à **la Marche à la Guerre**.

Toute **Résistance** pour bloquer **la Machine de Guerre**, sur tous les terrains, s'avère comme un frein dans la fuite en avant guerrière. La **Libre Pensée**, avec **Solidaires** et **l'Union Pacifiste** a relancé la constitution d'un **Collectif National Unitaire contre la Militarisation de la Société et de l'École**, qui prend la suite de celui contre le Service National Universel (SNU).

Notre action se situe clairement en complémentarité de toutes les **Initiatives contre la Guerre**, et non en concurrence des diverses activités allant dans le même sens. C'est pourquoi, la **Fédération Nationale de la Libre Pensée** a pris une part active dans la préparation et le succès du **Meeting**

International de Londres du 20 juin. Et elle a diffusé largement *l'Appel* qui en est sorti et demande aux **Fédérations départementales** de le diffuser aussi très largement.

La **Libre Pensée** poursuit son action inlassable pour la *Réhabilitation collectives des 639 Fusillés pour l'exemple* de la Première Guerre Mondiale. Des avancées significatives ont été obtenues, notamment par le vote de la loi portant *Réhabilitation* en Première lecture à l'**Assemblée nationale**. Du fait du blocage par le **Sénat** à cette étape, le Processus parlementaire est bloqué.

Mais il apparait clairement que les échéances électorales de 2027 pourraient faire lever ce blocage et réamorcer le **Processus parlementaire** dans le bon sens. En attendant ce moment, qui va arriver maintenant assez vite, il faut continuer la Mobilisation militante pour appuyer cette Exigence démocratique et de Justice

C'est pourquoi, il importe au plus haut point que les **Rassemblements Pacifistes** autour du **11 Novembre** soient des succès, et le plus unitaire possible, afin de se tenir prêts quand le moment de l'action sera venue. Le **Comité général de la FNLP** demande aux **Fédérations départementales** et aux **Groupes locaux** de s'y atteler dès maintenant.

Instruction ou Militarisation

Défendre l'École Publique Laïque, c'est lutter contre la Militarisation de l'École. Et cette action est un outil essentiel pour défendre l'Institution scolaire publique à laquelle la **Libre Pensée** est profondément attachée, car elle a largement contribué à son édification pour en faire un outil d'**Émancipation humaine**.

Avec les Protocoles Armée/Éducation, les Classes de Défense, la Journée Défense et Citoyenneté (JDC), la présence croissante de l'Armée dans l'École, la proposition de loi « *Blanchet* » ; c'est la volonté affirmée et amplifiée de la subordination de **l'Enseignement public** aux besoins du **Capital** et à ses impératifs économiques de **Marche à la Guerre**.

Notre camarade **Nicole Aurigny**, dans *la Raison* de Juillet/Août 2026, a clairement expliqué le contenu de la Proposition de loi sur des « *cours de défense globale* » :

Le 26 mars, **l'Assemblée Nationale** a voté en première lecture, une loi pour « *redonner à l'éducation à la défense une place centrale dans la formation civique des élèves.* » Cette loi comprend deux articles assez brefs et au contenu général plutôt vague. Mais l'exposé des motifs, plus développé, ne laisse pas d'inquiéter.

L'objectif : créer « *un cours structuré et obligatoire de défense globale, intégré à l'emploi du temps scolaire et articulé avec le parcours de citoyenneté* », et inscrire dans la loi « *un enseignement à la défense nationale* ».

Les moyens : aucune création d'emploi, aucune dépense nouvelle. On fera appel aux *enseignants, réservistes citoyens et opérationnels, classes de défense, partenariats Armées-Éducation*.

Le programme : plusieurs thèmes sont annoncés :

- *Les armes et forces de sécurité intérieure*
- *Les menaces hybrides (terrorisme, ingérences, désinformation, guerres hybrides)*
- *Les enjeux de cybersécurité et de sécurité numérique*

▪ *La sécurité des approvisionnements et des infrastructures critiques*

▪ *La gestion civile des crises (catastrophes naturelles, pandémies...)*

Ce programme doit être un outil de « *résilience nationale* » pour renforcer le « *lien armées-Nation* » et la *cohésion républicaine*. »...

Ces quelques exemples pour montrer le danger de cette loi. Fin de tout esprit critique, fin de la **Liberté Pédagogique**. Pour parfaire cette école de la Soumission, de l'Obéissance, le Ministère recommande aux élèves de Troisième et Seconde qui ont bien du mal à trouver où faire le Stage qui leur est imposé, d'aller le faire auprès des Militaires !

Plus que jamais :

L'Armée hors de l'École !

Non à l'embrigadement-enrôlement des jeunes !

Lutter contre la **Militarisation de l'École et de la Jeunesse**, c'est défendre réellement sa Mission émancipatrice, donc Pacifiste et Universelle contre la Guerre qui vient.

La **FNLP** encourage toutes ses **Fédérations** à agir contre l'**Idéologie de Défense nationale** et à multiplier les actions de constitution de *Comités Locaux Unitaires* dans le cadre du *Collectif National Unitaire* mis en place le 11 septembre 2026, à l'initiative de La **Libre Pensée**, de **Solidaires** et de l'**Union Pacifiste**.

Le **Comité Général** de la **FNLP** invite les **Fédérations départementales** à se saisir des **Rassemblements Pacifistes** autour du 11 Novembre pour qu'ils soient les plus Unitaires et Massifs possibles et à en faire un moment important de la Mobilisation contre la Marche à la Guerre et à la Militarisation de la Société, de la Jeunesse et de l'École.

La **FNLP**, pour cela, les invite aussi à faire connaître largement les 4^e, 5^e, 6^e, et 8^e **Questions** qu'elle va poser aux Candidats à la Présidentielles 2027 :

4°) - Arrêt de la Militarisation de la Société et Marche à la Guerre :

- Vous prononcez-vous pour la suppression du **Service National Volontaire** et de la **Garde nationale** ?
- Ferez-vous supprimer les **Classes de défense et de Sécurité globale** et prohiberez-vous la présence de l'**Armée** dans l'École publique ?
- Vous opposez-vous à la mise en œuvre d'une **Économie d'armement** qui ne peut que conduire à la Guerre ?

5°) - Recherche et Universités :

- Mettrez-vous fin à la **Militarisation de la Recherche** et aux **ZRR** (Zones à Régime Restrictif) ?

6°) - Coopération avec l'État d'Israël :

- Reconnaissez-vous le **Génocide du Peuple palestinien** ?
- Ferez-vous engager des **Poursuites judiciaires** contre les Franco-Israéliens suspect de crimes de Guerre et soutiendrez-vous les actions de la **Cour Pénale Internationale** pour traduire en jugement les criminels de Guerre ?
- Ferez-vous arrêter les livraisons d'armes et de pièces détachées pour les Armées israéliennes (Terre, Mer, Air) et toute coopération atomique dans le domaine militaire ?
- Pour sortir du conflit Israélo-Palestinien, soutenez-vous la revendication d'un **État Démocratique, Laïque et Social**, du Fleuve à la Mer avec toutes ses composantes historiques.

8°) - Réhabilitations des 639 Fusilles pour l'Exemple de la Première Guerre Mondiale :

- Ferez-vous le nécessaire pour faire voter la loi adoptée en Première Lecture par l'**Assemblée Nationale** portant **Réhabilitation collective des Fusillés pour l'Exemple**, loi bloquée par le Sénat ?
- Ferez-vous ériger un **Monument officiel** de la République en leur Hommage ?



Pour la Défense des Personnes issues de l'Immigration, Victimes des Discriminations et pour l'Égalité

La recherche de l'Unité de la Classe ouvrière et de ses différentes composantes, dont celles des **Travailleurs Immigrés**, est un moyen efficace de lutte contre la **Xénophobie** et le **Racisme**. L'utilisation de la Xénophobie et du Racisme par *la Réaction*, sous toutes ses formes, est un des moyens pour diviser la Classe sociale qui est une menace pour le **Capitalisme** et ses différentes Représentations politiques, économiques et sociales et pour préserver le Système d'Exploitation et de Profits.

La **Défense des Personnes issues de l'Immigration, Victimes des Discriminations** et de leurs différentes Associations (Sans-Papiers, pour les Droits pleins et entiers, pour leur Représentations collectives, Mineurs Isolés, etc.) est non seulement indispensable pour défendre la **Démocratie** et promouvoir l'Universel contre la Xénophobie et le Racisme destructeurs. Cette Défense est aussi un moyen réel de lutte contre le **Colonialisme** et ses conséquences qui durent encore pleinement aujourd'hui.

C'est aussi un moyen pour promouvoir la réelle **Égalité des Droits** et pour apporter Justice, Réparation et Règlement de la **Question coloniale** qui reste prégnante encore aujourd'hui en France. Vouloir régler la question du **Colonialisme** et de ses conséquences sans aborder les Questions **Sociales de l'Égalité, de la Démocratie, et des Droits**, ne peut que conduire à une impasse.

Parce que la **Libre Pensée** est unie pour une **Émancipation intégrale de l'Humanité**, elle se doit d'intégrer et d'intervenir sur cet aspect. Sinon, son action sera vaine et amputée, parce

qu'impuissante à saisir la globalité des problèmes.

Le **Comité Général de la FNLP** invite donc toutes ses **Fédérations départementales** et ses **Groupes locaux** à agir sur cette question : Mineurs Isolés, Sans-Papiers, contre la Répression et les Discriminations, défense des Libertés démocratiques pour tous et chacun.

Il convient aussi de populariser la **Questions N°9** aux Candidats à la Présidentielle de 2027 à propos de l'**Immigration** :

« • *Abrogez-vous toutes les mesures réactionnaires et restrictives sur l'Immigration ?*

• *Ferez-vous le nécessaire pour rétablir pleinement l'Aide Médicale aux Étrangers ?*

• *Engagez-vous un Processus Législatif pour faire délivrer des Papiers officiels à tous les Sans-Papiers et mettez-vous fin aux Centres de Rétention Administrative ?*

• *Mettez-vous fin à toutes les Politiques Institutionnelles Discriminatoires contre les Personnes racisées, notamment aux contrôles au Faciès, et à toutes les Pratiques Systémiques de Racisme par les Services de l'État ?*

• *Abrogez-vous les frais d'inscription différenciés xénophobes ciblant les étudiants extra-communautaires ? »*

► La FNLP estime que la lutte contre la loi « **Séparatisme 2** » (Nuñez) doit être menée en intégrant pleinement cette dimension. Le Ministre de l'Intérieur **Laurent Nuñez** a annoncé clairement que l'un des objectifs et donc des moyens à utiliser, sera la Répression contre les **Mineurs Isolés** et leurs **Associations**.

► La **Défense des Immigrés**, des **Étrangers** et des **Mineurs Isolés** (ou pas) pose entre autres, la Questions de l'École et de leurs Scolarisations ainsi que celle de leurs habitations. C'est la Défense de tous leurs Droits : Papiers légaux, Restauration, Instruction qui est posée.

► L'**Appel commun Marche des Solidarités / Libre Pensée** contre la loi « **Séparatisme 2** » est un outil essentiel à utiliser sur le plan National, Régional, Départemental et Local, avec toutes les déclinaisons possibles. Il est indispensable de lui donner l'écho et l'assise les plus importants sur tous les plans pour donner chair au **Front Uni** pour la Défense des Libertés et du Droit d'Association.

► La Lutte contre le **Colonialisme** et ses méfaits et pour une réelle **Décolonisation** passe aussi par l'Affirmation, la Revendication et la Réalisation d'un véritable **Droit à l'Autodétermination** pour tous les **Peuples** qui ont subi et/ou subissent encore le **Colonialisme**, et ce, sous quelque forme qu'il s'exerce.

En dehors de ce **Droit fondamental**, la lutte contre le **Colonialisme**, et pour le **Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes**, resterait un Objectif sans Moyen réel pour le réaliser.

► Conformément à toute son Orientation formulée sur la Question du **Wokisme** et de la **Cancel-Culture** (voir *Arguments N°19*, téléchargeable gratuitement sur <https://www.calameo.com/books/003742301eae45f96b9d1>) pour la FNLP, la lutte contre les Falsifications historiques, le Révisionnisme de l'Histoire et l'Apologie de la Réaction, ne consiste

pas à faire tabula-rasa des divers et parfois contradictoires témoignages glorificateurs de la *Réaction* et du *Colonialisme*, mais à leur donner toute leur signification et l'explication nécessaire.

Supprimer les vestiges coloniaux des témoignages glorifiant **l'Histoire coloniale** ne règle rien, seule l'Explication la plus large possible peut avoir un effet réel et positif. Rien ne peut remplacer **l'Instruction**, le **Savoir**, les **Connaissances** et la **Diffusion des explications** les plus amples. Sinon la Destruction ne serait qu'un nouveau volet d'une Répression qui ne dirait pas son nom et elle serait partie prenante d'une forme de **Réécriture de l'Histoire** et d'une **Nouvelle Idéologie d'État**.

L'Éradication des Symboles réactionnaires ne constitue pas en soi une **Réparation**, seule l'Explication historique peut contribuer à panser les plaies et ouvrir un nouvel Avenir positif.



Pour la Constituante Éluë Libre et Souveraine

Toutes les Questions soulevées dans cette *Déclaration de la Libre Pensée* peuvent trouver une solution positive à la condition que le **Peuple** redevienne souverain et qu'il décide d'en finir avec les **Institutions de la Vème République**, véritable carcan étouffoir de toute Démocratie et destructrices des Acquis Sociaux, Politiques, Laïques et Culturels.

La Vème République est antidémocratique et liberticide, cléricale et antilaïque, xénophobe et raciste, corporatiste et antisociale, c'est le Bonapartisme agonissant qui n'a plus que la Répression forcenée pour tenir encore.

La **Vème République** doit être liquidée par la mise en place d'une *Constituante Éluë et Souveraine* qui décidera librement de nouvelles institutions du **Gouvernement du Peuple, pour le Peuple, par le Peuple.**

Cette volonté est exprimée dans la **Onzième Question** que nous poserons aux **Candidats de la Présidentielle 2027** :

« • Vous prononcez-vous pour *l'Abrogation des Institutions de la Vème République* qui étranglent toute forme de *Démocratie Réelle* ?
• Engagerez-vous le Processus nécessaire à l'élection d'une *Assemblée Constituante souveraine* qui devra décider de nouvelles Institutions pour redonner la Parole et le Pouvoir au Peuple ? »

C'est un combat de tous les jours qui se mène sur tous les terrains où la **Conscience humaine** existe et ne veut pas plier sous le boisseau du **Cléricalisme**, de la **Guerre**, de l'**Oppression** et de la **Répression**.

C'est le **combat démocratique** que la **Libre Pensée** veut mener avec toutes celles et tous ceux qui veulent **rendre la Parole au Peuple**.

Contre le Cléricalisme, la Guerre, la Répression et l'Oppression
La Libre Pensée vous appelle à la rejoindre dans cette action de liberté.